Que peuvent faire les Chinois d'outre-mer pour la transition politique sur le continent ?

ROC40-Q19 · v1.0 | 2026-11-21

La transition politique se déroule principalement à l’intérieur du continent, et en fin de compte elle sera décidée par les habitants du continent eux-mêmes. Mais cela ne signifie pas que les Chinois vivant outre-mer ne peuvent que rester spectateurs. Historiquement, les Chinois d’outre-mer ont toujours été profondément impliqués dans la transformation politique de la Chine : pendant la révolution de Xinhai, les dons et le travail de publicité des Chinois d’outre-mer furent une source importante de soutien à la révolution. Aujourd’hui, les Chinois d’outre-mer disposent de ressources plus riches — la sécurité personnelle, la liberté académique, des fonds, la technologie et des réseaux internationaux. La question clé est : que peuvent faire ces ressources, que ne peuvent-elles pas faire, et comment doivent-elles être utilisées pour aider véritablement, plutôt que pour aggraver les choses ?

I. Ce qui peut être fait, première partie : préserver le savoir et les preuves

Autour d’un changement de régime, les archives sont ce qui se perd le plus facilement — certaines personnes les détruisent, d’autres les conservent en privé, d’autres les oublient. Une fois les archives disparues, un morceau de la vérité historique manque à jamais. Les Chinois d’outre-mer peuvent jouer un rôle unique dans la préservation des archives : collecter systématiquement les documents officiels, les journaux et périodiques, les documents audiovisuels et les histoires orales, et en créer des sauvegardes dans un lieu sûr. La justice transitionnelle de l’avenir aura besoin de preuves, et les preuves ne se préserveront pas d’elles-mêmes.

Tout aussi importante est l’accumulation du savoir : préparer à l’avance, pour la conception institutionnelle qui pourrait être nécessaire à l’avenir, des recherches utilisables — sur une constitution, l’autonomie locale, la répartition fiscale, l’indépendance judiciaire, une loi sur les partis politiques et le système électoral. Cette série de quarante questions est elle-même un exemple d’un tel travail : penser les questions clairement et exposer les options, afin que lorsque le besoin se présentera, il existe une base de connaissances prête à être utilisée, plutôt qu’un débat qui doit repartir de zéro.

II. Ce qui peut être fait, deuxième partie : maintenir un espace pour l’information et la parole

Dans un environnement où l’information est strictement contrôlée, l’étranger est l’un des rares endroits où l’on peut parler librement. Les Chinois d’outre-mer peuvent soutenir les médias indépendants et le journalisme d’investigation, laissant sortir les nouvelles qui ont été bloquées, et laissant entendre les voix qui ont été réduites au silence. Enregistrer les preuves de violations des droits de l’homme — le moment, le lieu, les personnes impliquées, les documents — ces enregistrements sont des nouvelles aujourd’hui, et à l’avenir ils pourront être des preuves présentées devant un tribunal pour la justice transitionnelle.

Le soutien par la technologie numérique est également très pratique : aider à développer et à maintenir des outils pour franchir les blocus, afin que les habitants du continent puissent accéder aux informations extérieures. La libre circulation de l’information en elle-même est un affaiblissement du régime totalitaire qui retire le combustible sous le chaudron.

III. Ce qui peut être fait, troisième partie : le soutien humanitaire et professionnel

L’aide directe à ceux qui ont subi des persécutions est le travail dont les Chinois d’outre-mer devraient le moins être absents : l’aide juridique, le placement d’urgence, le soutien médical et psychologique, et la prise de parole auprès de la communauté internationale. Selon la recherche par entretiens dans *La participation de la république de Chine (Taïwan) à la transition démocratique du continent : étude de scénarios sur les partis politiques, la législation et l’opinion publique*, dans les cas de Hong Kong après 2019, avant que des mécanismes officiels aient été établis, des groupes de la société civile entreprirent en fait un travail de première ligne tel que la vérification d’identité et le placement d’urgence — la capacité de la société civile à intervenir et à combler les lacunes est cruciale dans les moments de crise.

La valeur des réseaux professionnels ne doit pas non plus être sous-estimée. Ingénieurs, médecins, enseignants, avocats et fonctionnaires — tout ce savoir professionnel a un rôle à jouer dans la préparation de la transition : comment maintenir les hôpitaux en fonctionnement, comment concevoir des procédures électorales, comment établir un système d’audit indépendant. Relier ces personnes entre elles, afin qu’elles forment un réseau transnational de collaboration professionnelle, c’est constituer une réserve pour l’avenir de « personnes qui savent comment faire les choses ».

IV. Ce qui ne peut pas être fait : trois limites

Plus la capacité est grande, plus les limites doivent être claires. Premièrement, les Chinois d'outre-mer ne peuvent se substituer au mandat démocratique des habitants du continent eux-mêmes. Comme des recherches pertinentes l'ont souligné : la consultation d'exilés ou d'un petit nombre de dissidents peut constituer une participation préparatoire, mais elle ne peut se substituer au mandat donné par les résidents du continent par le suffrage universel libre. Ceux qui sont outre-mer peuvent faire des suggestions, peuvent aider, et peuvent témoigner, mais ils ne peuvent s'ériger en représentants.

Deuxièmement, l'aide humanitaire et l'intégration politique sont deux choses différentes. Fournir une aide humanitaire et procéder à des échanges techniques ne revient pas à approuver un plan politique particulier, et ne doit pas être présenté comme tel. Confondre l'aide avec des transactions politiques nuit à la fois à ceux qui reçoivent l'aide et à la crédibilité de ceux qui la fournissent.

Troisièmement, éviter la factionnalisation et le manque de transparence des fonds. Si les ressources d'outre-mer sont monopolisées par une seule faction et que les comptes ne sont pas clairs, elles passeront d'un bien public à la propriété privée d'une faction, et nuiront au contraire à la crédibilité de l'ensemble de l'entreprise. L'ouverture, la transparence et la possibilité d'audit doivent être la discipline de base du travail de soutien depuis l'étranger.

V. Trois choses qui peuvent être commencées dès maintenant

Il n'est pas nécessaire d'attendre qu'une transition se produise ; il y a trois choses qui peuvent être faites aujourd'hui. Premièrement, préserver systématiquement les archives et les preuves — chaque année de retard accroît le risque de perte d'un degré supplémentaire. Deuxièmement, construire une base de connaissances de politique publique utilisable à l'avenir — mener des recherches solides sur les questions d'une constitution, de l'autonomie locale, des finances et du pouvoir judiciaire. Troisièmement, établir un réseau de collaboration transnational — relier entre eux chercheurs, journalistes, avocats, personnels techniques et travailleurs humanitaires de première ligne, afin que lorsque des ressources sont nécessaires, elles puissent être trouvées et utilisées.

La transition politique est l'entreprise des habitants du continent eux-mêmes. Mais une communauté préparée de Chinois d'outre-mer peut rendre cette route plus stable à parcourir, et son coût moindre. Commencez par préserver une seule archive, commencez par écrire une seule question clairement — ces travaux qui semblent si petits sont tous des votes exprimés pour l'avenir.

Lectures complémentaires

Index des quarante questions (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction-40-questions/)

La participation de la république de Chine (Taïwan) à la transition démocratique du continent : étude de scénarios sur les partis politiques, la législation et l’opinion publique | ROC-TRANS-02 (https://freechina.live/china-news-updates/research-historical-verification/roc-trans-02-roc-taiwan-participation-mainland-transition/)

D’une plateforme de parti indépendantiste taïwanais à la compétition partisane inter-détroit : l’évolution des objectifs politiques du Parti démocrate progressiste et la possibilité d’une expansion organisationnelle après une transition démocratique sur le continent (1986-2026) | DPP-01 (https://freechina.live/china-news-updates/research-historical-verification/dpp-01-dpp-political-goals-evolution/)

La participation de la république de Chine (Taïwan) à la transition démocratique du continent : étude de scénarios sur les partis politiques, la législation et l’opinion publique | ROC-TRANS-02 — Les seuils juridiques pour les cinq catégories de mesures et la distinction entre « aide humanitaire ≠ intégration politique » ; cette question en cite les conclusions (https://freechina.live/china-news-updates/research-historical-verification/roc-trans-02-roc-taiwan-participation-mainland-transition/)

Références

D’une plateforme de parti indépendantiste taïwanais à la compétition partisane inter-détroit : l’évolution des objectifs politiques du Parti démocrate progressiste et la possibilité d’une expansion organisationnelle après une transition démocratique sur le continent (1986-2026) | DPP-01 — « Ne peut se substituer au mandat donné par les résidents du continent par le suffrage universel libre » ; cité dans cette question (https://freechina.live/china-news-updates/research-historical-verification/dpp-01-dpp-political-goals-evolution/)

De la révolution de Xinhai à aujourd’hui : pourquoi la Chine retombe-t-elle sans cesse dans le cycle politique du changement dynastique ? — Section dix, conditions de la transition ; cette question la cite et ne répète pas son argument (https://freechina.live/?p=20598)

Traduit du texte original en chinois simplifié (publié le 2026-10-24).

← Retour à l’index des quarante questions (https://freechina.live/fr/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/)

Aussi disponible en : 简体中文 (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e6%b5%b7%e5%a4%96%e5%8d%8e%e4%ba%ba%e8%83%bd%e5%a4%9f%e4%b8%ba%e5%a4%a7%e9%99%86%e6%94%bf%e6%b2%bb%e8%bd%ac%e5%9e%8b%e5%81%9a%e4%bb%80%e4%b9%88%ef%bc%9f-3/) · English (https://freechina.live/english/what-can-overseas-chinese-do-for-political-transition-on-the-mainland/) · 繁體中文 (https://freechina.live/繁體中文-traditional-chinese/海外華人能為中國大陸的政治轉型做什麼/) · Deutsch (https://freechina.live/deutsch/was-konnen-ubersechinesen-fur-den-politischen-ubergang-auf-dem-festland-tun/) · Español (https://freechina.live/espanol/que-pueden-hacer-los-chinos-de-ultramar-por-la-transicion-politica-en-la-china-continental/)